Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-442026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel
N° 44-2026
****
Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Projet d'Aménagement d'un Terrain Multisport au Breuil – Lancement de Consultation / Plan de financement

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU la Code de la Commande Publique
Considérant le projet d'aménagement du terrain du « Breuil » ;

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée le projet d'aménagement du terrain du breuil, qui dispose actuellement d'un terrain de tennis et d'une plateforme contenant d'anciennes installations sportives. Ce projet correspond à la construction d'un terrain multisport sur ladite plateforme, de type « city-stade » ainsi qu'à l'aménagement des abords et l'installation d'une aire de jeux ludiques et d'équipement pour la pratique sportive.

Monsieur le Maire explique que pour ce projet, il convient de lancer une consultation des entreprises pour un Marché Public de fourniture et de travaux. Il indique aux membres présents que cette consultation peut être allotie tel que :

- Lot 1 : Fourniture et pose d'un city-stade
- Lot 2 : Fourniture et pose de jeux ludiques et sportifs / aménagement de la zone

Monsieur le Maire présente le plan de financement avec les subventions qui pourraient être obtenues :

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-442026-DE

Dépenses	Montants HT	Recettes	Montant	Taux
Lot 1 - City stade	55 000,00 €	DETR	33 000,00 €	30%
Lot 2 Aire de jeux et aménagement	55 000,00 €	Région AURA - Aire de jeu inclusive	15 000,00 €	14%
		Région AURA - Bonus ruralité	18 000,00 €	16%
		CD 63 - FIC	22 000,00 €	20%
		Autofinancement	22 000,00 €	20%
TOTAL	**110 000,00 €**		**110 000,00 €**	**100%**

Après avoir ouï l'exposé de Monsieur le Maire, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

- AUTORISE le Maire à lancer une consultation pour un marché public de fournitures et de travaux pour le projet d'aménagement d'un terrain multisport au Breuil ;
- VALIDE le plan de Financement tel que présenté ci-dessus ;
- AUTORISE la Maire à solliciter des cofinancements auprès du Représentant de l'Etat, du Président du Conseil Départemental, du Président du Conseil Régional, du Président de la Communauté de Communes Entre Dore et Allier ou tout autre partenaire ;
- PRECISE que les crédits seront prévus au Budget Primitif 2027 ;
- MANDATE le Maire pour en assurer la bonne exécution.

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Mairie de RAVEL-SAINT-ERANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-452026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 45-2026

****

Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Désignation du représentant du Conseil Municipal à l'association « Pour une Résidence Bortoise »

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU les projets de statuts de l'Association « Pour une Résidence Bortoise »
Considérant la volonté de Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS de se voir désigné pour représenter le Conseil Municipal de RAVEL à l'Association et son Conseil d'Administration ;

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée dans le cadre du projet de construction d'une Maison d'Accueil et de Résidence Pour l'Autonomie (MARPA) sur la commune de Bort l'Etang, une association est en cours de création pour l'animation et le portage du projet.

Monsieur le Maire indique que ce projet concerne le bassin de vie de BORT L'ETANG, GLAINE-MONTAIGUT, NEUVILLE, RAVEL, ST JEAN D'HEURS et SERMENTIZON. Ainsi, les statuts de l'association prévoient que chaque commune concernée dispose d'un représentant au Conseil d'Administration de l'Association et qu'il s'agit, de droit, du Maire de chaque commune, mais que le Conseil Municipal peut désigner un autre de ses membres pour le représenter à la place du Maire.

Monsieur le Maire explique que Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS a suivi l'ensemble des travaux de construction de l'Association jusqu'ici, et propose aux membres présents de le désigner.

Après avoir ouï les explications de Monsieur le Maire, à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-452026-DE

- DESIGNE Monsieur Jean-Jacques LARBANOIS comme représentant du Conseil Municipal de RAVEL à l'Association « Pour une Résidence Bortoise » et son conseil d'Administration ;
- MANDATE le Maire pour en assurer la bonne exécution et l'information aux personnes concernées.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA

Mairie de RAVEL-SAINT-MEDARD-EN-LIMAGNE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-462026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 46-2026

****

Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Enfouissement des réseaux télécoms aux abords du poste PRCS Rocard et renforcement basse tension

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU le Code de la Commande Publique
VU la Convention cadre relative à l'enfouissement des réseaux télécoms signée le 7 juin 2005 et ses avenants entre le territoire d'énergie 63, le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme et Orange ;
Considérant la proposition de devis transmise par le Territoire d'Energie 63 à la Commune de Ravel ;

Monsieur le Maire expose aux Membres du Conseil Municipal qu'il y a lieu de prévoir l'enfouissement des réseaux de télécommunications au lieudit ROCARD en coordination avec les réseaux électriques.

Un avant-projet des travaux a été réalisé par le territoire d'énergie, auquel la commune est adhérente.

Monsieur le Maire indique que le Territoire d'Energie propose les dispositions suivantes :

- La tranchée commune en domaine public et en domaine privé est à la charge du territoire d'énergie du Puy-de-Dôme ;
- L'étude, la fourniture et la pose du matériel du génie civil nécessaire à l'opération, réalisées par le territoire d'énergie du Puy-de-Dôme en coordination avec les travaux de réseau électrique, sont à la charge de la Commune de Ravel pour un montant de 13 000 € Hors Taxes, soit 15 600,00 € Toutes Taxes Comprises ;
- Orange réalise et prend en charge l'esquisse de l'étude d'enfouissement, l'étude et la réalisation du câblage, la fourniture des chambres de tirage (corps de chambre, cadre et tampons) sur le domaine public, la dépose de ses propres appuis ;

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-462026-DE

- Depuis le 1er janvier 2016, le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme finance à hauteur du taux FIC de la commune, pondéré par son coefficient de solidarité, le coût H.T. des travaux restant à la charge communale, dans la mesure où la commune aura inscrit ces travaux dans sa programmation FIC demandée pour le 31 décembre de chaque année. Ces travaux seront considérés alors comme le projet prioritaire de la commune pour la période concernée. Il est précisé que la commission permanente du Conseil Départemental prononcera une décision individuelle pour chaque opération concernée.

Après avoir ouï les explications de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- APPROUVE l'avant-projet des travaux d'enfouissement du réseau télécom présenté par Monsieur le Maire ;
- CONFIE la réalisation des travaux d'étude, de fourniture et pose du matériel de génie civil au territoire d'énergie du Puy-de-Dôme ;
- FIXE la participation de la Commune au financement des dépenses de génie civil à 13 000 € H.T. soit 15 600 € T.T.C ;
- AUTORISE le Maire à verser un acompte de 60% de cette somme à l'établissement de l'ordre de service valant bon de commande des travaux à l'entreprise et le complément, après réajustement en fonction du relevé métré définitif à la fin des travaux, dans la caisse du Receveur du territoire d'énergie du Puy-de-Dôme ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention particulière d'enfouissement des réseaux de télécommunications relative à ce chantier ;
- AUTORISE le Maire à solliciter des subventions auprès du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme ;
- PRECISE que les crédits sont prévus au Budget Primitif 2026 ;
- MANDATE le Maire pour en assurer l'exécution.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA

Mairie de RAVEL-SALMEFRANCE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-472026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 47-2026

****

Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Adoption du Rapport sur le Prix et la qualité du Service Public d'Assainissement Collectif 2025

VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2224-5 et D. 224-7 ;
VU le Code de l'environnement et notamment son article L. 213-2 ;
Considérant le Rapport annexé à la présente délibération ;

Monsieur le Maire rappelle que le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Monsieur le Maire présente le rapport tel qu'annexé à la présente délibération.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

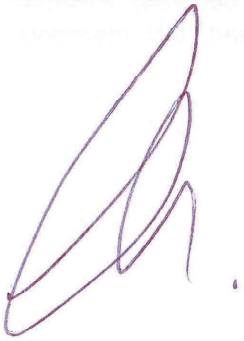
Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-472026-DE

Après avoir assisté à la présentation de ce rapport, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- ADOPTE le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif
- DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- DECIDE de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr
- DECIDE de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA





Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

Ravel

assainissement collectif : Ravel

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement collectif

Exercice 2025

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice
présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
1.1. Présentation du territoire desservi 4
1.2. Mode de gestion du service 4
1.3. Estimation de la population desservie (D201.0) 4
1.4. Nombre d'abonnés 4
1.5. Volumes facturés 5
1.6. Détail des imports et exports d'effluents 7
1.7. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0) 7
1.8. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert 8
1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées 9
1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0) 10
1.10.1. Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration 10
1.10.2. Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration 10
2. Tarification de l'assainissement et recettes du service 11
2.1. Modalités de tarification 11
2.2. Facture d'assainissement type (D204.0) 14
2.3. Recettes 15
3. Indicateurs de performance 16
3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) 16
3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux 16
3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3) 18
3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3) 18
3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3) 19
3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3) 19
3.7. Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1) 20
3.8. Points noirs du réseau de collecte (P252.2) 25
3.9. Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte (P253.2) ..**Erreur ! Signet non défini.**
3.10. Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3) 20
3.11. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3) 27
3.12. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2) 22
3.13. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0) 23
3.14. Taux de réclamations (P258.1) 29
4. Financement des investissements 25
4.1. Montants financiers 25
4.2. Etat de la dette du service 25
4.3. Amortissements 25
4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux 25
4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 25
5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 26
5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0) 26
5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) 26
6. Tableau récapitulatif des indicateurs 27

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☑ **communal**
☐ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Ravel
- Nom de l'entité de gestion: assainissement collectif : Ravel
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Commune
- Compétences liées au service :

		Oui	Non
	Collecte	☑	☐
	Transport	☑	☐
	Dépollution	☑	☐
	Contrôle de raccordement	☐	☐
	Elimination des boues produites	☐	☐
Et à la demande des propriétaires :	Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement	☐	☐
	Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses	☐	☐

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Ravel
- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un zonage ☐ Oui, date d'approbation* : …….. ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation* : …….. ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en **Délégation par SPL**

* Approbation en assemblée délibérante

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

Nature du contrat :

- Nom du prestataire : SEMERAP
- Date de début de contrat :
- Date de fin de contrat initial :
- Date effective de fin de contrat (après avenant le cas échéant) : 31/12/2025
- Nombre d'avenants et nature des avenants :
- Nature exacte de la mission du prestataire : (cf. annexe)

1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'assainissement collectif dessert 721 habitants au 31/12/2025 (850 au 31/12/2024).

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'assainissement collectif dessert 412 abonnés au 31/12/2025 (408 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

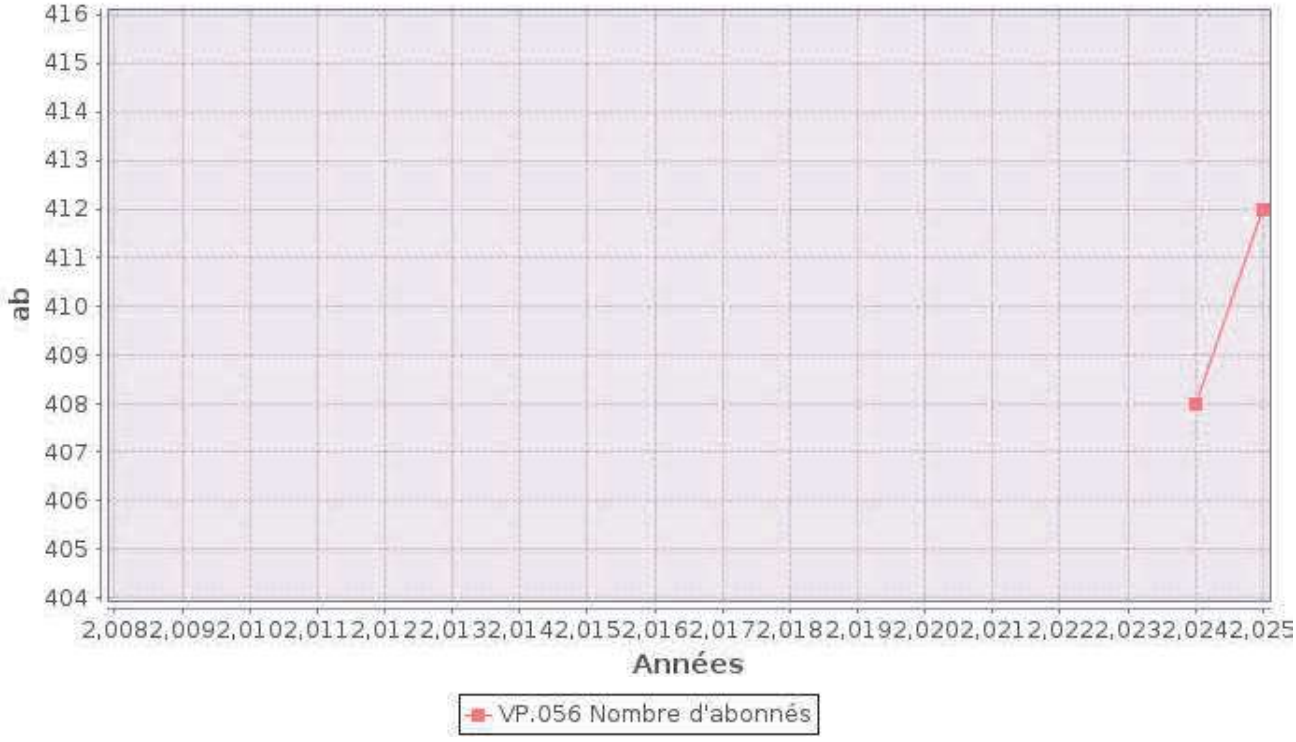
La répartition des abonnés par commune est la suivante

Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2024	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2025	Nombre d'abonnés non domestiques au 31/12/2025	Nombre total d'abonnés au 31/12/2025	Variation en %
Ravel					
Total	**408**			**412**	**1%**

Nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement : ____.

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement est de 31,69 abonnés/km) au 31/12/2025. (31,38 abonnés/km au 31/12/2024).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonné) est de 1,75 habitants/abonné au 31/12/2025. (2,08 habitants/abonné au 31/12/2024).

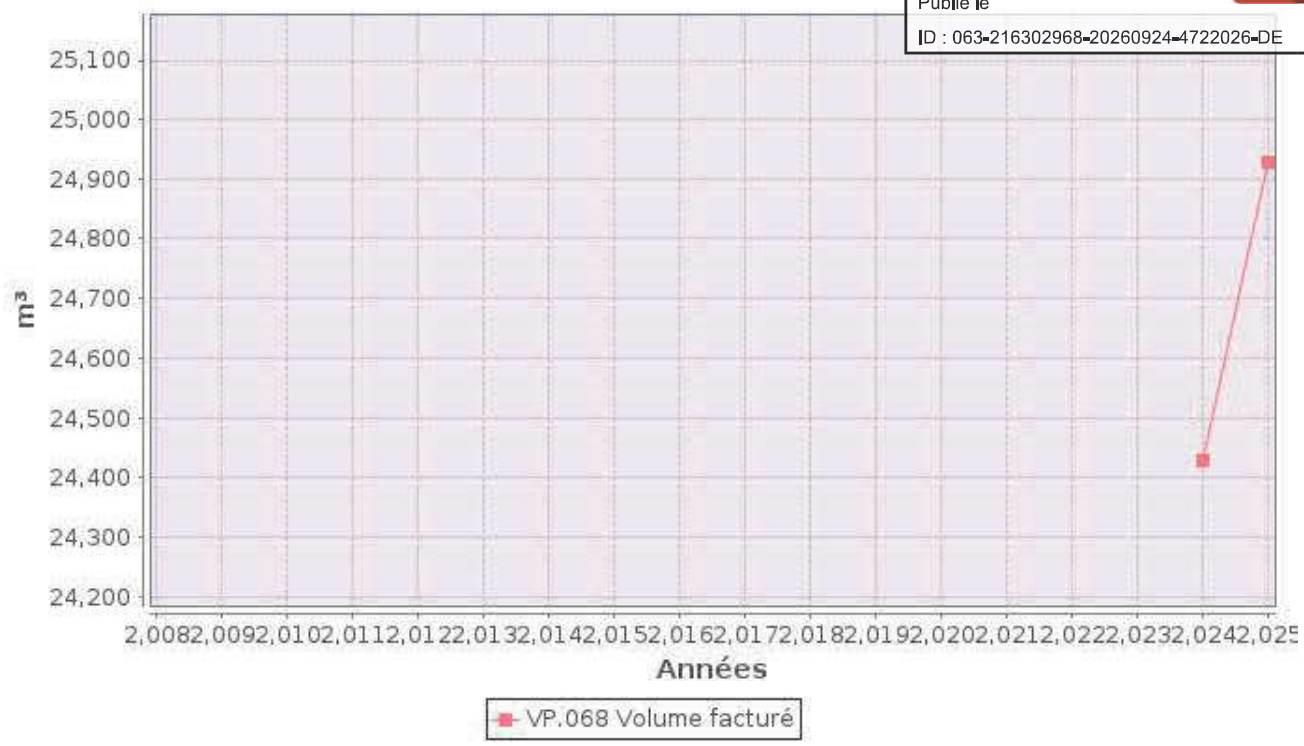


1.5. Volumes facturés

	Volumes facturés durant l'exercice 2024 en m³	Volumes facturés durant l'exercice 2025 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques (1)			
Abonnés non domestiques			
Total des volumes facturés aux abonnés	**24 428**	**24 929**	**2%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE



1.6. Détail des imports et exports d'effluents

Volumes exportés vers…	Volumes exportés durant l'exercice 2024 en m³	Volumes exportés durant l'exercice 2025 en m³	Variation en %
Total des volumes exportés			
Volumes importés depuis…	**Volumes importés durant l'exercice 2024 en m³**	**Volumes importés durant l'exercice 2025 en m³**	**Variation en %**
Total des volumes importés			

1.7. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)

Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de 0 au 31/12/2025 (0 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

1.8. Linéaire de réseauxde collecte (hors branchements) et/ou transfert

Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de :

- 6,8 km de réseau unitaire hors branchements,
- 6,2 km de réseau séparatif d'eaux usées hors branchements,

soit un linéaire de collecte total de 13 km (13 km au 31/12/2024).

_____ ouvrages permettent la maîtrise des déversements d'effluents au milieu naturel par temps de pluie.

Type d'équipement (cf. annexe)	Localisation	Volume éventuel de stockage

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées

Le service gère 1 Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) qui assurent le traitement des eaux usées.

STEU N°1 : Station d'épuration du Bourg de Ravel
Code Sandre de la station : 0463296S0001

Caractéristiques générales	
Filière de traitement (cf. annexe)	Lit bactérien
Date de mise en service	01/01/1984
Commune d'implantation	Ravel (63296)
Lieu-dit	
Capacité nominale STEU en EH (1)	900
Nombre d'abonnés raccordés	
Nombre d'habitants raccordés	
Débit de référence journalier admissible en m^3/j	

Prescriptions de rejet			
Soumise à	☐ Autorisation en date du ... ☐ Déclaration en date du ...		
Milieu récepteur du rejet	Type de milieu récepteur Nom du milieu récepteur	Eau douce de surface Le Litroux	
Polluant autorisé	Concentration au point de rejet (mg/l)	et / ou	Rendement (%)
DBO_5		☐ et ☐ ou	
DCO		☐ et ☐ ou	
MES		☐ et ☐ ou	
NGL		☐ et ☐ ou	
NTK		☐ et ☐ ou	
pH		☐ et ☐ ou	
NH_4^+		☐ et ☐ ou	
Pt		☐ et ☐ ou	

Charges rejetées par l'ouvrage

Date du bilan 24h	Conformité (Oui/Non)	Conformité du rejet en concentration et/ou en rendement selon arrêté									
		DBO_5		DCO		MES		NGL		Pt	
		Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %	Conc mg/l	Rend %

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique
(2) en tonnes de Matière Sèche (tMS)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)

1.10.1. Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration

Boues **produites** entre le 1er janvier et le 31 décembre	**Exercice 2024 en tMS**	**Exercice 2025 en tMS**
Station d'épuration du Bourg de Ravel (Code Sandre : 0463296S0001)		
Total des boues produites		

1.10.2. Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration

Boues **évacuées** entre le 1er janvier et le 31 décembre	**Exercice 2024 en tMS**	**Exercice 2025 en tMS**
Station d'épuration du Bourg de Ravel (Code Sandre : 0463296S0001)	3,9	4,2
Total des boues évacuées	**3,9**	**4,2**

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2025 et 01/01/2026 sont les suivants :

	Au 01/01/2025	Au 01/01/2026
Frais d'accès au service:		
Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC)[1]		
Participation aux frais de branchement		

[1] Cette participation, créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012, correspond à l'ancienne Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement (PRRA), initialement Participation pour Raccordement à l'Egout (PRE)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

Tarifs		Au 01/01/2025	Au 01/01/2026
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement (1)	0 €	0 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	1 €/m³	1 €/m³
Autre :		____ €	____ €
Part du délégataire			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement (1)	25,65 €	25,94 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³	0,9645 €/m³	0,979 €/m³
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA (2)	10 %	10 %
Redevances			
	Performance des réseaux d'assainissement (Agence de l'Eau)	0,084 €/m³	0,178 €/m³
	VNF rejet :	____ €/m³	____ €/m³
	Autre : _____	____ €/m³	____ €/m³

(1) Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.
(2) L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public.

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant les tarifs du service d'assainissement collectif.
- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant les frais d'accès au service.
- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant la Participation pour le Raccordement au Réseau d'Assainissement.
- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant la participation aux frais de branchement.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

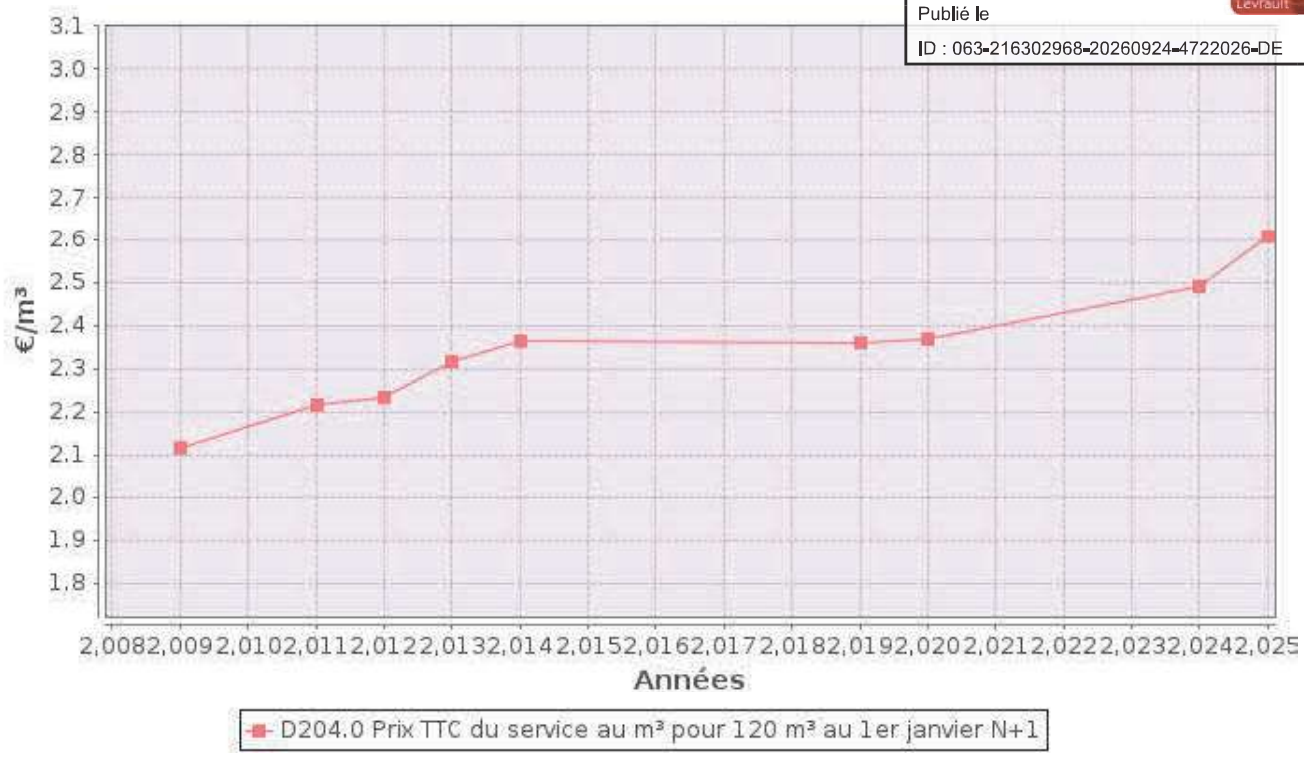
2.2. Facture d'assainissement type (D204.0)

Les tarifs applicables au 01/01/2025 et au 01/01/2026 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type	Au 01/01/2025 en €	Au 01/01/2026 en €	Variation en %
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	0,00	0,00	____%
Part proportionnelle	120,00	120,00	0%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant à la collectivité	120,00	120,00	0%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	25,65	25,94	1,1%
Part proportionnelle	115,74	117,48	1,5%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant au délégataire	141,39	143,42	1,4%
Taxes et redevances			
Redevance de performance des réseaux d'assainissement (Agence de l'Eau)	10,08	21,36	111,9%
VNF Rejet :	____	____	____%
Autre : _____	____	____	____%
TVA	27,15	28,48	4,9%
Montant des taxes et redevances pour 120 m³	37,23	49,84	33,9%
Total	**298,62**	**313,26**	**4,9%**
Prix TTC au m³	**2,49**	**2,61**	**4,8%**

ATTENTION : si la production et/ou le transport sont effectués par un autre service et sont facturés directement à l'abonné, il convient de rajouter ces tarifs dans le tableau précédent.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE



Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2025 en €/m³	Prix au 01/01/2026 en €/m³
Ravel		

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- □ annuelle
- □ semestrielle
- □ trimestrielle
- □ quadrimestrielle

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2024 en €	Exercice 2025 en €	Variation en %
Redevance eaux usées usage domestique			
dont abonnements			
Redevance eaux usées usage non domestique			
dont abonnements			
Recette pour boues et effluents importés			
Régularisations (+/-)			
Total recettes de facturation			
Recettes de raccordement			
Prime de l'Agence de l'Eau			
Contribution au titre des eaux pluviales			
Recettes liées aux travaux			
Contribution exceptionnelle du budget général			
Autres recettes (préciser)			
Total autres recettes			
Total des recettes			

Recettes de l'exploitant (si contrat de délégation) :

Type de recette	Exercice 2024 en €	Exercice 2025 en €	Variation en %
Redevance eaux usées usage domestique			
dont abonnements			
Redevance eaux usées usage non domestique			
dont abonnements			
Recette pour boues et effluents importés			
Régularisations des ventes d'eau (+/-)			
Total recettes de facturation			
Recettes liées aux travaux			
Produits accessoires			
Total autres recettes			
Total des recettes			

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2025 : 62 615,7 € (61 569,6 au 31/12/2024).

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)

Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Pour l'exercice 2025, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de ____% des ____ abonnés potentiels (____% pour 2024).

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autreséléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	11
VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux		Oui	
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		67%	
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	75%	12
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie	0 à 15 points sous conditions (3)	62,8%	11
VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (4)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
TOTAL (indicateur P202.2B)	**120**	**-**	**38**

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5
(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points obtenus sont respectivement de 10,11, 12, 13, 14 et 15
(4) non pertinent si le service n'a pas la mission de collecte

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service est 38 pour l'exercice 2025 (38 pour 2024).

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3)

(réseau collectant une charge > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque système de collecte (ensemble de réseaux aboutissant à une même station) – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.
Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par l'importance de la charge brute de pollution organique transitant par chaque système.

	Charge brute de pollution transitant par le système de collecte en kg DBO5/j pour l'exercice 2025	Conformité exercice 2024 0 ou 100	Conformité exercice 2025 0 ou 100
Station d'épuration du Bourg de Ravel	18,1	____	0

Pour l'exercice 2025, l'indice global de conformité de la collecte des effluents est 0 (____ en 2024).

3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)

(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès des services de la Police de l'Eau.
Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

	Charge brute de pollution organique reçue par la station de traitement des eaux usées en kg DBO5/j exercice 2025	Conformité exercice 2024 0 ou 100	Conformité exercice 2025 0 ou 100
Station d'épuration du Bourg de Ravel	18,1	____	100

Pour l'exercice 2025, l'indice global de conformité des équipements des STEU est 100 (____ en 2024).

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)

(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur – de valeur 0 (non-conforme) ou 100 (conforme) pour chaque station de traitement des eaux usées d'une capacité > 2000 EH – s'obtient auprès de la Police de l'Eau.
Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges brutes de pollution organique pour le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

	Charge brute de pollution organique reçue par la station de traitement des eaux usées en kg DBO5/j exercice 2025	Conformité exercice 2024 0 ou 100	Conformité exercice 2025 0 ou 100
Station d'épuration du Bourg de Ravel	18,1	____	0

Pour l'exercice 2025, l'indice global de conformité de la performance des ouvrages d'épuration est 0 (____ en 2024).

3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)

Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :
- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

Station d'épuration du Bourg de Ravel :

Filières mises en oeuvre		tMS
Valorisation agricole	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Compostage	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Incinération	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Evacuation vers une STEU [1]	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Autre : ...	☐ Conforme	
	☐ Non conforme	
Tonnage total de matières sèches évacuées conformes		4,2

[1] **L'évacuation vers une STEU d'un autre service peut être considérée comme une filière conforme si le service qui réceptionne les boues a donné son accord (convention de réception des effluents) et si sa STEU dispose elle-même d'une filière conforme.**

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

$$\text{taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation} = \frac{\text{TMS admis par une filière conforme}}{\text{TMS total évacué par toutes les filières}} * 100$$

Pour l'exercice 2025, le taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation est 100% (100% en 2024).

3.7. Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers (P251.1)

L'indicateur mesure un nombre d'évènements ayant un impact direct sur les habitants, de par l'impossibilité de continuer à rejeter les effluents au réseau public et les atteintes portéesà l'environnement (nuisance, pollution). Il a pour objet de quantifier les dysfonctionnements du service dont les habitants ne sont pas responsables à titre individuel.

L'exercice 2025, 0 demandes d'indemnisation ont été déposées en vue d'un dédommagement.

$$\text{taux de débordement des effluents pour 1000 hab} = \frac{\text{nombre de demandes d'indemnisation déposées en vue d'un dédommagement}}{\text{nombre d'habitants desservis}} * 1000$$

Pour l'exercice 2025, le taux de débordement des effluents est de 0 pour 1000 habitants (0 en 2024).

3.8. Points noirs du réseau de collecte (P252.2)

Cet indicateur donne un éclairage sur l'état et le bon fonctionnement du réseau de collecte des eaux usées à travers le nombre de points sensibles nécessitant des interventions d'entretien spécifiques ou anormalement fréquentes.

Est un point noir tout point du réseau nécessitant au moins deux interventions par an (préventive ou curative), quelle que soit la nature du problème (contre-pente, racines, déversement anormal par temps sec, odeurs, mauvais écoulement, etc.) et celle de l'intervention (curage, lavage, mise en sécurité, etc.).
Sont à prendre en compte les interventions sur les parties publiques des branchements et – si l'intervention est nécessitée par un défaut situé sur le réseau public – dans les parties privatives des usagers.

Nombre de points noirs pour l'exercice 2025 : 0

$$\text{nombre de points noirs ramené à 100 km de réseau} = \frac{\text{nombre de points noirs}}{\text{linéaire du réseau de collecte hors branchements}} * 100$$

Pour l'exercice 2025, le nombre de points noirs est de 0 par 100 km de réseau (0 en 2024).

3.9. Conformité des performances des équipements d'épuration (P254.3)

(uniquement pour les STEU d'une capacité > 2000 EH)

Cet indicateur est le pourcentage de bilans réalisés sur 24 heures dans le cadre de l'auto-surveillance qui sont conformes soit à l'arrêté préfectoral, soit au manuel d'auto-surveillance établis avec la Police de l'Eau (en cas

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

d'absence d'arrêté préfectoral et de manuel d'auto-surveillance, l'indicateur n'est pas évalué).
Les bilans jugés utilisables pour évaluer la conformité des rejets mais montrant que l'effluent arrivant à la station est en-dehors des limites de capacité de traitement de celle-ci (que ce soit en charge hydraulique ou en pollution) sont à exclure.

La conformité des performances des équipements d'épuration se calcule pour chaque STEU de capacité > 2000 EH selon la formule suivante :

$$\text{conformité des performances des équipements d'épuration} = \frac{\text{nombre de bilans conformes}}{\text{nombre de bilans réalisés}} * 100$$

Pour l'exercice 2025, les indicateurs de chaque STEU de capacité > 2000 EH sont les suivants :

	Nombre de bilans réalisés exercice 2025	Nombre de bilans conformes exercice 2025	Pourcentage de bilans conformes exercice 2024	Pourcentage de bilans conformes exercice 2025
Station d'épuration du Bourg de Ravel	2	2	100	100

Un indice de conformité global pour le service est ensuite obtenu en pondérant par les charges annuelles en DBO_5 arrivant sur le périmètre du système de traitement de chaque station de traitement des eaux usées.

Pour l'exercice 2025, l'indice global de conformité des performances des équipements d'épuration est 100 (100 en 2024).

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

3.10. Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème suivant :

L'obtention des 80 premiers points se fait par étape, la deuxième ne pouvant être acquise si la première ne l'est		Exercice 2024	Exercice 2025
20	identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejet potentiels aux milieux récepteurs	Oui	Oui
+ 10	évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel	Oui	Oui
+ 20	enquêtes de terrain pour situer les déversements, témoins de rejet pour en identifier le moment et l'importance	Oui	Oui
+ 30	mesures de débit et de pollution sur les rejets (cf. arrêté du 22/12/1994 relatif à la surveillance des ouvrages)	Non	Non
Les 40 points ci-dessous peuvent être obtenus si le service a déjà collecté les 80 points ci-dessus			
+ 10	rapport sur la surveillance des réseaux et STEU des agglomérations d'assainissement et ce qui en est résulté	Non	Non
+ 10	connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets	Non	Non
Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs			
+ 10	évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70% du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total	Non	Non
Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes			
+ 10	Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du service d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage	Non	Non

L'indice de connaissance des rejets au milieu naturel du service est 50 (50 en 2024).

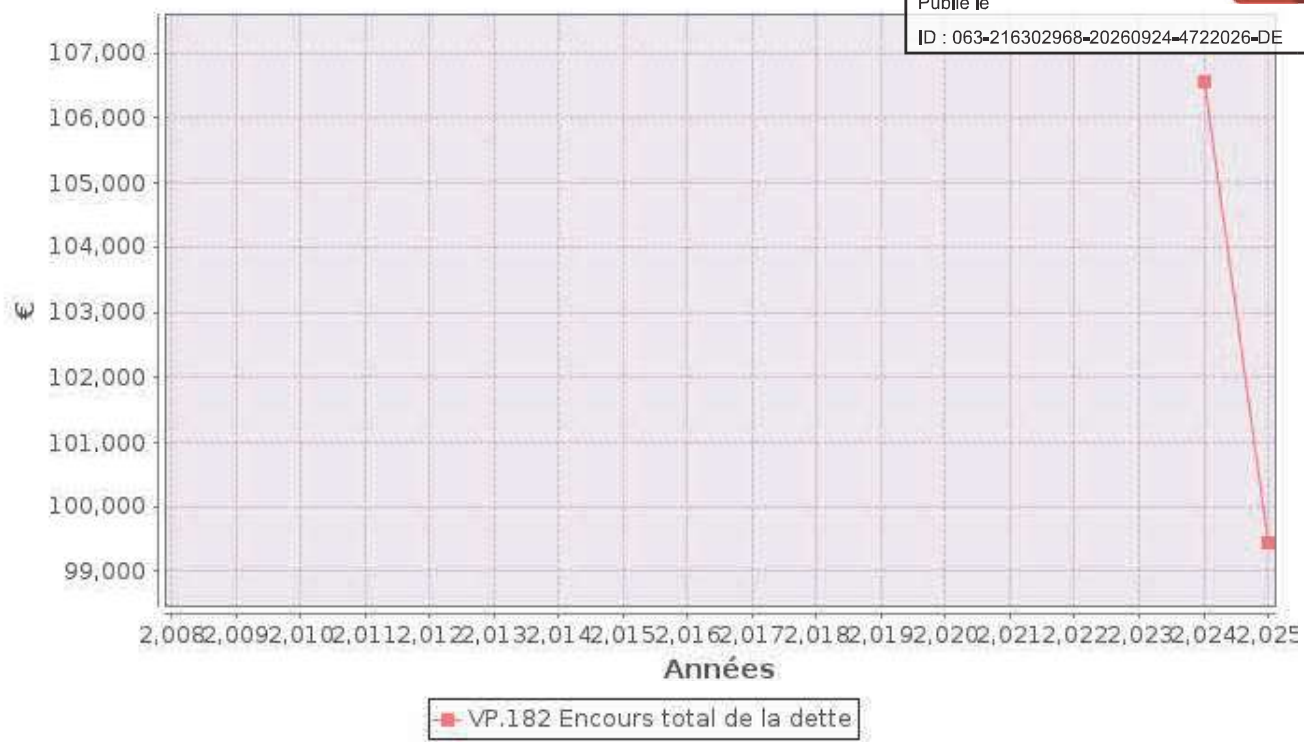
3.11. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P256.2)

La durée d'extinction de la dette se définit comme la durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service ou épargne brute annuelle (recettes réelles – dépenses réelles, calculée selon les modalités prescrites par l'instruction comptable M49).

$$\text{durée d'extinction de la dette pour l'année de l'exercice} = \frac{\text{encours de la dette au 31 décembre de l'exercice}}{\text{épargne brute annuelle}}$$

	Exercice 2024	Exercice 2025
Encours de la dette en €	106 548,41	99 445,18
Epargne brute annuelle en €	21 029,29	20 442
Durée d'extinction de la dette en années	5,1	4,9

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE



3.12. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P257.0)

Ne sont ici considérées que les seules factures portant sur l'assainissement collectif proprement dit. Sont donc exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers, ainsi que les éventuels avoirs distribués (par exemple suite à une erreur de facturation ou à une fuite).
Toute facture impayée au 31/12/2025 est comptabilisée, quelque soit le motif du non-paiement.

$$\text{taux d'impayés sur les factures de l'année précédente} = \frac{\text{montant d'impayés au titre de l'année précédente tel que connu au 31 décembre de l'année en cours}}{\text{chiffre d'affaires TTC (hors travaux) au titre de l'année précédente}} * 100$$

	Exercice $NMinus1.year	Exercice 2025
Montant d'impayés en € au titre de l'année 2024 tel que connu au 31/12/2025	493,93	754,76
Chiffre d'affaires TTC facturé (hors travaux) en € au titre de l'année 2024	67 491,7	67 726,53
Taux d'impayés en % sur les factures d'assainissement 2024	0,73	1,11

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

3.13. Taux de réclamations (P258.1)

Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'assainissement collectif, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix (cela comprend notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service).

Existence d'un dispositif de mémorisation des réclamations reçues [☐] Oui [☐] Non

Nombre de réclamations écrites reçues par l'opérateur : 0

Nombre de réclamations écrites reçues par la collectivité : 1

$$\text{taux de réclamations} = \frac{\text{nombre de réclamations (hors prix) laissant une trace écrite}}{\text{nombre total d'abonnés du service}} * 1000$$

Pour l'exercice 2025, le taux de réclamations est de 2,43 pour 1000 abonnés (24,51 en 2024).

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers

	Exercice 2024	Exercice 2025
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	0	16 929,5
Montants des subventions en €		
Montants des contributions du budget général en €		

4.2. Etat de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre [N] fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2024	Exercice 2025
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		106 548,41	99 445,18
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital		
	en intérêts		

4.3. Amortissements

Pour l'exercice 2025, la dotation aux amortissements a été de _____ € (_____ € en 2024).

4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux

Projets à l'étude	Montants prévisionnels en €	Montants prévisionnels de l'année précédente en €

4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice

Programmes pluriannuels de travaux adoptés	Année prévisionnelle de réalisation	Montants prévisionnels en €

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0)

Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2025, le service a reçu _____ demandes d'abandon de créance et en a accordé _____.
0 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0 €/m^3 pour l'année 2025 (0,1439 €/m^3 en 2024).

5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)

Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Bénéficiaire	Montant en €

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-4722026-DE

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Valeur 2024	Valeur 2025
	Indicateurs descriptifs des services		
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	850	721
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	0
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [tMS]	3,9	4,2
D204.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ [€/m³]	2,49	2,61
	Indicateurs de performance		
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	___%	___%
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [points]	38	38
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	___%	0%
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	___%	100%
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	___%	0%
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	100%	100%
P207.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]	0,1439	0

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-482026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel
N° 48-2026
****
Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Fixation des durées d'amortissement des biens en M57

VU le Code Général des collectivités territoriales ;
VU l'arrêté du 21 décembre 2016 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités Territoriales, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;
Vu la délibération n°2022-038 du 20 Octobre 202 portant adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57 abrégée ;
Considérant le caractère facultatif de la procédure d'amortissement des immobilisations pour les collectivités de moins de 3 500 habitants ;

Monsieur le Maire rappelle que la mise en place de la nomenclature comptable et budgétaire M57 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. Le champ d'application reste défini par l'article R.2321-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes de plus de 3 500 habitants.

Les communes de moins de 3 500 habitants, si elles n'ont pas l'obligation de procéder à l'amortissement de leurs immobilisations, peuvent si elles le souhaitent y procéder. Le prorata temporis est à ce titre facultatif.

Les durées d'amortissements des immobilisations sont fixées librement pour chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante à l'exception :

- Des frais relatifs aux documents d'urbanisme qui sont amortis pour une durée maximale de 10 ans,

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-482026-DE

- Des frais d'études et frais d'insertion non suivis de réalisation qui sont amortis sur une durée maximale de 5 ans,
- Des subventions d'équipement versées qui sont amorties sur une durée de 5 ans pour le financement de biens matériels et mobiliers et sur une durée de 30 ans pour le financement des biens immobiliers.

Pour les autres catégories de dépenses, la durée d'amortissement doit correspondre à la durée probable d'utilisation. Il est proposé de fixer les durées d'amortissement des bien de la collectivité comme suivant :

Nature	Catégorie de bien amorti	Durée d'amortissement - en année
Immobilisations incorporelles		
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	10
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
204x avec terminaison en 1	Subventions d'équipement versées - Biens mobiliers, matériel et études	10
204x avec terminaison en 2	Subventions d'équipement versées - Bâtiments et installations	30
Immobilisations corporelles		
211x	Terrains	Non amortissable
212	Agencements et aménagements de terrains	20
2131	Construction - Bâtiment Public	30
2132	Construction - Bâtiment Privé	30
2135	Installations générales, agencements, aménagements des constructions	20
2138	Autres constructions	20
2151	Réseaux de voirie	Non amortissable
2152	Installation de voierie	20
21538	Autres réseaux	20
2157	Matériel et outillage technique	20
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	10
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	10
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel informatique	3
2184	Matériel de bureau et mobilier	10
Biens dont la valeur unitaire est inférieure à 1 000 €		1

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-482026-DE

- L'instruction M57 prévoit que l'amortissement au prorata temporis est pour sa part calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, à compter de la date effective d'entrée en service du bien dans le patrimoine de la collectivité. De calculer l'amortissement pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis à compter de la date de mise en service entendue comme la date de l'émission du mandat pour les biens acquis à compter du 01 janvier 2027.

- Le seuil des biens de faible valeur est fixé à 833,33 € HT soit 1 000,00 € TTC, en dessous duquel l'amortissement sera effectué en 1 année au cours de l'exercice suivant leur acquisition. Ces biens seront sortis de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur, dès qu'ils ont été intégralement amortis, c'est-à-dire au 31 décembre de l'année qui suit celle de leur acquisition.

Après avoir ouï les explications de Monsieur le Maire, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- ADOPTE le principe de l'amortissement au prorata temporis pour les immobilisations corporelles déterminées dans le tableau ci-dessus,
- FIXE les durées d'amortissement par nature des biens comme récapitulé dans le tableau ci-dessus ;
- FIXE à 833,33 € HT soit 1 000,00 € TTC le seuil des biens de faible valeur, en dessous duquel l'amortissement sera effectué en 1 année au cours de l'exercice suivant leur acquisition. Ces biens seront sortis de l'actif et de l'inventaire comptable de l'ordonnateur, dès qu'ils ont été intégralement amortis, c'est-à-dire au 31 décembre de l'année qui suit celle de leur acquisition.
- AUTORISE le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-482026-DE

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-492026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 49-2026

****

Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Mise en Place des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;
Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application de l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique ;
Vu le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature,
Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 15 Septembre 2026 ;
Considérant que les instruments de décompte du temps de travail sont mis en place : feuille de pointage ;
Considérant que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité ;

Monsieur le Maire explique à l'assemblée que conformément au décret n° 2002-60 susvisé, la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en toute ou partie, sous la forme de repos compensateur et qu'à défaut de compensation sous la forme de repos compensateur, les heures accomplies sont indemnisées.

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-492026-DE

Monsieur le Maire indique néanmoins que la nécessité d'assurer la continuité du Service public peut être incompatible avec l'octroi de repos compensateur et qu'à ce titre, il est souhaitable, à titre subsidiaire, de pouvoir compenser les travaux supplémentaires moyennant une indemnité dès lors que ces travaux ont été réalisés à la demande de l'autorité territoriale ou du chef de service de l'agent. Le droit à cette indemnité pourra être ouvert dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail, dans la limite de 25 heure supplémentaire par mois et par agent.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'instituer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires selon les modalités suivantes :

Article 1 : Bénéficiaires de l'IHTS :

L'ensemble des agents de la commune de Ravel, fonctionnaires titulaires et stagiaires, ainsi que les agents contractuels de droit public, à temps complet, non complet et temps partiel relevant des emplois suivants :

Catégorie	Cadre d'emploi	Grade	Service / Emploi
B	Rédacteurs	Tous les grades	Secrétaire Général de Mairie
C	Adjoint Administratif Territorial	Tous les grades	Agent administratif polyvalent
C	Adjoint Technique Territorial	Tous les Grades	Agent de cuisine
			Agent d'entretien et périscolaire
			Agent des Services Techniques
C	Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles	Tous les Grades	ATSEM

Article 2 : Périodicité de versement :

Le paiement des indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

Article 3 : Montant des I.H.T.S

Le nombre d'heures supplémentaires ne peut dépasser le contingent mensuel qui est d'une durée limitée de 25 heures, modifiable en cas de circonstances exceptionnelles.

Son calcul est effectué comme suit :

(Traitement brut annuel de l'agent + indemnité de résidence) / 1820

Une majoration de ce taux horaire est réalisée à hauteur de :

- 1,25 pour les 14 premières heures,
- 1,27 pour les heures suivantes,
- 1,25 ou 1,27 x 2 quand l'heure supplémentaire est effectuée de nuit (entre 22heures et 7heures),

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-492026-DE

- 1,25 ou 1,27 x 1,66 quand l'heure supplémentaire est accomplie un dimanche ou un jour férié.

La nouvelle bonification indiciaire entre dans le calcul de l'IHTS.

Les agents à temps partiel sont soumis à un mode particulier de calcul des IHTS.

Article 4 : Clause de revalorisation

Les indemnités susvisées feront l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront revalorisés ou modifiés par un texte réglementaire.

Article 5 : Cumul

L'IHTS est cumulable avec le RIFSEEP.

Article 6 : Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront annuellement inscrits au budget.

Article 7 : Attribution

L'autorité territoriale procède aux attributions individuelles en fonction du nombre d'heures effectuées.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- DECIDE d'instaurer les indemnités horaires pour travaux supplémentaires tels que ci-dessus présentés ;
- PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2026 et seront prévus dans les budgets suivants ;
- AUTORISE Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches ou à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Mairie de RAVEL-SAULZERANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-492026-DE

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-502026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 50-2026

****

Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Remboursement des frais liés aux déplacements

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2123-18-1, R.2123-22-1, R.2123-22-2 et R.2123-22-3 relatifs aux mandats spéciaux et aux conditions de remboursement des frais afférents,
Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 modifié, fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,
Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État,
Vu l'arrêté du 3 juillet 2006 modifié fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État,
Vu l'arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
Vu l'Arrêté du 29 mai 2026 portant majoration temporaire des taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat ;
Considérant que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables au personnel de la collectivité ;

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-502026-DE

Monsieur le Maire explique que les agents bénéficiant d'un ordre de mission, ponctuel ou permanent, peuvent être amené à se déplacer en dehors de leur résidence administrative et qu'il convient d'indemniser les frais engagés à ce titre.

Monsieur le Maire propose d'indemniser ces frais dans les conditions suivantes :

- Utilisation d'un véhicule personnel :

L'utilisation d'un véhicule personnel est prise en charge selon le taux d'indemnités kilométriques fixés par l'arrêté ministériel du 14 mars 2022, modifié par l'arrêté du 29 Mai 2026, fixant les taux des indemnités kilométriques prévues dans le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat. Ces taux d'indemnités suivront les modifications arrêtées pour les personnels de l'Etat.

- Autres frais de transport :

Peuvent également donner lieu à remboursement, sur justificatif de paiement, les frais de :

• Transport collectif (train, tramway, bus, métro, covoiturage), taxi, etc.,
• Péage autoroutier, parc de stationnement.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- ADOPTE les taux, montants et modalités de remboursement des frais liés aux déplacements des agents,
- AUTORISE le Maire à signer les pièces à intervenir,
- PRECISE que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2026 ;

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA

RAVEL-SAULZERANGE (Puy-de-Dôme)

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-512026-DE

Extrait du registre des délibérations de la Commune de Ravel

N° 51-2026

****

Séance du 24 septembre 2026

Le 24 Septembre 2026, à 19 heures et trente minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué par Monsieur Bruno BERNARD, Maire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans le lieu habituel de ses séances, Salle du Conseil sous sa présidence.

Présents : M. BERNARD Bruno, MMES : MONTBRIZON Aurélie, RIBES Julie, ASTIER Aurore, MEICHTRY Monique, SCHNEIDER Margaux, LAYBROS Nathalie MM : GIRAULT Nicolas, DURAND Joël, EDOUARD Jean-Charles, LARA Lionel, LARBANOIS Jean-Jacques, ROBILLON Matthieu, VALLAS François.

Excusé : DEBARGES Camille

Excusés ayant donné procuration :

Secrétaire de séances : Monsieur Lionel LARA

VOTE : En exercice : **15** Présents : 14 /Représenté : 0 Votants : **14**

Objet : Motion de soutien à la Loi intégrale visant à lutter contre les violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants

Chaque année en France, selon la Commission Indépendante sur l'Inceste et les Violences Sexuelles faites aux Enfants, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles, soit un enfant toutes les trois minutes.

La petite Lyhanna fait partie de ces victimes innocentes. Sa mort a profondément choqué les Françaises et les Français à juste titre. Elle révèle des failles importantes et persistantes dans la protection des victimes et le traitement judiciaire des violences sexuelles.

Cette situation doit s'arrêter. Le 25 novembre 2025, des députés venant de différentes familles politiques - sur proposition de Céline THIEBAULT-MARTINEZ, députée socialiste – ont déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, une loi intégrale contre les violences sexuelles avec pour axes principaux :

- Le renforcement de la prévention, des mécanismes de détection systématique, de signalement et de la protection des victimes
- L'augmentation significative des moyens de la justice, des forces d'enquête et des services de protection de l'enfance
- La création de parcours de prise en charge des soins liés aux violences sexistes et sexuelles
- Le renforcement de la formation obligatoire des professionnels
- Le renforcement de la lutte contre les contenus pédocriminels et les plateformes diffusant des contenus favorisant les violences sexuelles

Envoyé en préfecture le 01/10/2026
Reçu en préfecture le 01/10/2026
Publié le
ID : 063-216302968-20260924-512026-DE

Cette loi intégrale, voulue par plus de 150 associations, doit être discutée au plus vite au Parlement.

Nous, élus de la République, membres du Conseil municipal de RAVEL, demandons l'ouverture au plus vite d'un débat parlementaire sur la loi visant à lutter de manière intégrale contre les violences sexistes et sexuelles commises à l'encontre des femmes et des enfants.

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme,
A Ravel, le 24 septembre 2026
Le Maire, Monsieur Bruno BERNARD

Le secrétaire de séance
Monsieur Lionel LARA

Mairie de RAVEL-SAULZERANGE (Puy-de-Dôme)